



Contribution

3 avril 2020

I. La contribution de la Convention à la sortie de crise

N.B : cette partie a vocation **à être publiée** (à confirmer).

a. Qui nous sommes ?

En orange, des ajouts de propositions alternatives

Nous, citoyennes et citoyens, âgés de 16 à 81 ans, avons été tirés au sort pour être membres de la Convention Citoyenne pour le Climat. Beaucoup parmi nous ont des enfants ou des petits enfants ; nous nous inquiétons pour notre avenir commun [ou nous sommes attentifs à préparer un avenir meilleur pour toutes et tous]. Nous avons travaillé pendant plus de cinq mois sur la crise climatique et les meilleurs moyens de la freiner [l'urgence climatique et les moyens les plus judicieux d'y répondre], sans laisser personne au bord du chemin.

Nous ne sommes pas des experts, nous sommes des citoyens, représentatifs d'une diversité de l'ensemble de la société. Indépendants du Gouvernement, nous avons veillé à l'être aussi des lobbys [ou de tous les groupes de pression] quels qu'ils soient, même si nous avons auditionné certains d'entre eux. Nos points de vue se sont parfois opposés, mais nous avons su nous écouter et construire ensemble des propositions que nous estimons justes et équitables.

b. Pourquoi nous nous exprimons sur ce sujet ?

Alors que la remise définitive de nos travaux est retardée par la crise sanitaire, et alors même que certains d'entre nous sont en première ligne, nous avons jugé important de nous exprimer dès aujourd'hui

Nous nous exprimons, car la crise que nous traversons n'est pas sans lien avec le dérèglement climatique, la dégradation de l'environnement. De même que la maladie est une menace pour notre santé, le dérèglement climatique est une menace pour notre planète.

La perte de biodiversité, le rapprochement des milieux sauvages et des milieux urbains, sont des témoins de la crise écologique, mais sont aussi pointés comme des facteurs importants de la crise sanitaire d'aujourd'hui. Le réchauffement de la planète et le dérèglement climatique augmenteront encore demain le risque sanitaire ainsi que les inégalités.

La crise du Covid-19 nous interroge sur les potentiels effets d'une crise climatique, et il ne faudrait pas, en tentant de sortir de la situation sanitaire actuelle, que nous aggravions le dérèglement climatique. Notre mandat au sein de la Convention Citoyenne pour le Climat nous incite donc à faire en sorte que la prochaine crise ne soit pas une crise climatique.

Nous nous exprimons, car il est urgent d'agir pour construire demain. Les événements que nous vivons aujourd'hui remettent en cause notre mode de vie, de travailler, de produire et de consommer. Notre réalité quotidienne est bouleversée et nous interroge sur nos priorités, nos besoins, nos façons de consommer et de travailler.

Nous nous exprimons, car c'est notre devoir de citoyens. Même si la crise sanitaire est soudaine et que nous n'y étions pas préparés, il nous paraît crucial d'agir, d'apporter notre pierre à l'édifice et de présenter une partie de nos travaux qui pourraient contribuer à la dynamique de

sortie de crise. En effet, la Convention Citoyenne pour le Climat est déjà parvenue à structurer des propositions de mesure qui permettraient de contribuer à la fois à une relance économique, à réduire les émissions de gaz à effet de serre et, indéniablement, d'améliorer notre santé et notre bien-être collectif.

En synthèse, il est apparu que la Convention Citoyenne pour le Climat ne peut ignorer la crise sanitaire actuelle et se doit de rendre publique sa position.

c. Quels sont les messages que nous adressons aux dirigeants qui sont en train de préparer la stratégie de sortie de crise ?

Nous souhaitons que la sortie de crise qui s'organise sous l'impulsion des pouvoirs publics et ne soit pas réalisée au détriment du climat, de l'humain et de la biodiversité.

Nous demandons de ne pas reproduire les erreurs passées. Nous devons absolument éviter les écueils de la relance qui a suivi la crise de 2008 en investissant dans les énergies fossiles ou toute autre industrie néfaste à l'environnement. La situation inédite que nous expérimentons aujourd'hui peut s'avérer, au contraire, un moyen de lier économie et environnement, dans un esprit de justice sociale.

En ce sens, le court terme ne doit pas prendre le pas sur le long terme : les choix actuels doivent s'inscrire dans une démarche durable qui profitera à tous et pour longtemps.

La stratégie de sortie de crise, devra alors faire attention à ce que « le monde d'après ne soit pas celui d'avant » ; celle-ci doit donc permettre de rompre avec les pratiques destructrices pour notre planète, notre société et l'humanité. Ainsi, faudrait-il nous efforcer de poser les bases d'une société plus juste et plus pérenne en mettant en place les modes de vie que nous voulons pour demain.

Cette crise sanitaire ne doit pas nous précipiter dans une crise climatique dont les conséquences seraient bien plus graves que ce que nous vivons aujourd'hui.

Nous voulons que la stratégie de sortie de crise nous prépare à l'avenir, c'est-à-dire à un modèle économique et sociétal différent, plus humain et plus résilient face aux futures crises, qu'elles soient sanitaires ou autre.

La situation actuelle, malgré son caractère épouvantable, souligne le besoin d'une transition de notre système industriel très émetteur de gaz à effet de serre et destructeurs de la biodiversité vers un système plus vertueux et durable. Expérience de sobriété poussée à l'extrême, le confinement a montré combien tout un chacun peut vivre de manière plus responsable et combien les français sont réactifs face à l'urgence.

Les décisions qui seront prises demain doivent s'inscrire dans une logique de long terme, sur la base de mesures constructives et durables. Pour cela, nous préconisons que des grands travaux soient lancés pour réduire la dépendance de la France aux exportations, favoriser l'emploi en France et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Alors que depuis plusieurs années les échanges marchands mondiaux croissent, la crise actuelle nous rappelle qu'il est nécessaire de relocaliser les activités des secteurs stratégiques pour assurer notre sécurité alimentaire, sanitaire et énergétique. Dans cette logique la France doit devenir un modèle écologique capable de créer une dynamique vertueuse à l'échelle internationale.

Nous souhaitons que les financements mobilisés dans le cadre de la sortie de crise soient fléchés vers des solutions vertes et que les investissements se concentrent dans des secteurs d'avenir.

Les plans de relance qui sont mis en place à la sortie des crises mobilisent des mécanismes de financements importants injectant des fonds considérables dans l'économie. Nous devons donc veiller à ce que cet accroissement de l'investissement soit dirigé massivement dans la transition écologique.

Nous avons conscience que cette transformation de notre modèle ne peut pas se faire uniquement à l'échelle nationale. La reconfiguration des relations internationales est essentielle pour mettre en place de nouvelles formes de solidarité et de régulation de la mondialisation en faveur du climat.

Face à la crise que nous traversons, il est nécessaire de réaffirmer l'importance des solidarités internationales. Le risque de crispation et de repli national est déjà visible alors que chacun tente de lutter contre l'épidémie du Covid-19. Dans ce contexte, il est d'autant plus nécessaire de fédérer autour de grands projets européens afin de diffuser un message positif et d'union. Le combat contre le changement climatique est un enjeu de taille qui nécessitera l'action et l'entraide de tous les Etats membres.

Enfin, cette crise nous concerne tous et ne sera résolue que grâce à un effort commun, impliquant les citoyens dans la préparation et la prise de décision. La participation citoyenne est essentielle, nous le voyons tous les jours dans les nombreuses initiatives de solidarité qui germent partout en France pour aider nos soignants, nos agriculteurs, nos aînés, etc. C'est le moment idéal d'écouter et de prendre en compte les remarques des citoyens pour la construction d'une société future.